

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE
D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

**PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE
D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 4
Objectifs et Étendue de l'Audit	4 – 8
Résultats de l'Audit	8 – 9
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	10 – 12
États des Fonds Reçus et des Décaissements effectués - BID	13
États des Fonds Reçus et des Décaissements effectués - GOH	14
États des Investissements Cumulés	15
Notes afférentes aux États Financiers	16 – 24
Annexe I – État des Soldes Budgétaires	
Annexe II – Réconciliation des registres comptables avec l'«OPS»	
Annexe III – Tableau d'Engagement	
Annexe IV – Équipements et Matériels	
Structure de Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	25 – 27
Commentaires sur la Structure de Contrôle Interne	28 – 35
Suivi des Recommandations de l'Exercice Antérieur	36 – 38
Lettre de Représentation de l'UCE-MTPTC	

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE

GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1

ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

Le 17 janvier 2022,

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme Transport et Connectivité Départementale, géré par l'Agence d'Exécution (AE) et l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) (UCE-MTPTC) à titre d'agent fiduciaire et financier, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4618/GR – HA-1, et le Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien (GOH), qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du programme. L'Agence d'Exécution (AE) et la Direction de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTC, sont responsables de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications, en tant qu'organisme d'Exécution, est chargé de la gestion opérationnelle du Projet intitulé "Programme de Transport et Connectivité Départementale" et de l'Agence d'Exécution (AE) pour la gestion administrative, technique, juridique, financière et environnementale du

programme. Suite à une demande du Gouvernement Haïtien auprès de la Banque Interaméricaine de Développement et à la suite d'un accord d'assistance technique ayant permis la préparation du projet, la BID a consenti à l'octroi d'un Financement non Remboursable no. 4618/GR-HA-1 pour un montant total de US \$ 225 millions. Des fonds de contrepartie du Gouvernement Haïtien de US\$ 6, 000,000 complètent le financement de la BID pour un coût total du programme de US\$231 millions. Subséquemment, en date du 19 mars 2020, dans le but de permettre au Gouvernement Haïtien de disposer des ressources financières suffisantes pour répondre efficacement à la Pandémie du Corona virus (COVID-19), le MEF a sollicité de la BID la réallocation de US\$ 15 millions sur les fonds disponibles sur l'Accord de de Financement non Remboursable # 4618/GR-HA-1, ramenant le budget financé par la BID dans le cadre de ce projet à US\$ 210 millions. La date du dernier décaissement est prévue pour le 21 janvier 2024.

Ce programme contribue à la stratégie de développement rural du Gouvernement Haïtien. Ses objectifs spécifiques sont de :

- . Continuer à améliorer la qualité, l'accessibilité et les conditions de sécurité des infrastructures de transport d'Haïti grâce à une augmentation de la couverture des routes goudronnées et à la remise en état et la modernisation des infrastructures de transport et des routes départementales reliant les centres de production aux marchés locaux.
- . Favoriser les améliorations de l'efficacité du secteur en intégrant les travaux dans les systèmes de gestion de l'entretien des routes et en renforçant la capacité du Ministère des Travaux Public, Transports et Communications (MTPTC).

Le MTPTC, l'Organisme d'Exécution du Programme et l'UCE, sont chargés de l'implémentation des quatre (4) composantes suivantes :

Composante 1 – Intervention sur des infrastructures de transport

Cette composante dont le budget est estimé à US \$ 129, 000,000 financera l'exécution de projets éligibles notamment :

- . La réhabilitation et l'amélioration de tronçons du Réseau Routier Primaire (RRP) ou Réseau Routier National (RRN) ;
- . La construction d'infrastructures de transport aérien ;
- . Des mesures d'atténuation sociale et environnementale et des mesures de sécurité routière ;
- . Un programme d'entretien qui sera initié avec un projet pilote pour la route nationale No 4 et d'autres routes nationales précédemment réhabilitées avec le financement de la BID ;
- . La supervision des travaux de génie civil par des entreprises spécialisées.

Composante 2 – Interventions sur le réseau routier départemental et rural

Cette composante dont le budget alloué est estimé à US \$ 42, 000, 000 financera :

- . La réhabilitation et l'amélioration de routes départementales et rurales par le biais de contrats traditionnels ;
- . Des travaux réalisés en régie par le MTPTC ;
- . L'atténuation d'impacts environnementaux et sociaux ;
- . La supervision des tous les travaux.

Composante 3 – Programme de construction et de réhabilitation de ponts

Le budget alloué à cette composante est estimé à US \$ 13, 000, 000 et vise à augmenter la résilience de tronçons routiers déterminés par la fourniture de connectivité stratégique au réseau routier national. Elle financera la construction de nouveaux ponts et des interventions sur les ponts situés sur les routes nationales départementales et communales.

Composante 4 – Renforcement du secteur de l'infrastructure routière

Le budget alloué à cette composante est estimé à US \$ 18, 000, 000 et financera des études sur le secteur du transport, des études d'ingénierie, des études environnementales et sociales et supportera le renforcement du MTPTC, avec concentration sur le support à l'unité d'entretien existant au MTPTC.

Composante 5 – Suivi et Évaluation et Administration

Cette composante dont le budget est estimé à US \$ 8, 000, 000 financera :

- . Les coûts administratifs ;
- . Les suivis et évaluations ;
- . Les audits techniques et socio-environnementaux.

Le coût total du programme s'élève à deux cent dix millions de dollars (\$ 210, 000, 000). Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

En milliers de dollars américains

Composante		Sources de Financement		
		BID	Contrepartie Locale	Total
1.-	Interventions sur les infrastructures de transport	\$ 129,000,000	\$ 6,000,000	\$ 135,000,000
	1.1 Travaux de remise en état des routes	75,000,000	6,000,000	
	1.2 Construction et Équipement de la tour de contrôle de l'AITL	14,000,000		
	1.3 Entretien basée sur la performance	27,000,000		
	1.4 Mitigation socio-environnementale	6,000,000		
	1.5 Supervision des travaux	7,000,000		
2.-	Interventions sur le réseau routier départemental et rural	\$ 42,000,000	\$ -	\$ 42,000,000
	2.1 Travaux de remise en état et d'entretien	25,000,000		
	2.2 Support à la "Caravane pour le changement"	10,000,000		
	2.3 Mitigation socio-environnementale et indemnités	5,000,000		
	2.4 Supervision des travaux	2,000,000		
3.-	Programme de construction et de réhabilitation de ponts	\$ 13,000,000	\$ -	\$ 13,000,000
	3.1 Remise en état	4,000,000		
	3.2 Construction	8,000,000		
	3.3 Supervision des travaux	1,000,000		
4.-	Renforcement du secteur de l'infrastructure routière	\$ 18,000,000	\$ -	\$ 18,000,000
	4.1 Système de gestion de l'entretien	1,500,000		
	4.2 Système de gestion des actifs et équipements	3,500,000		
	4.3 Études techniques et sectorielles	8,000,000		
	4.4 Audits financiers et environnementaux	5,000,000		
5.-	Coûts administratifs	\$ 8,000,000	\$ -	\$ 8,000,000
	5.1 Administration	5,150,000		
	5.2 Suivi-Évaluation	750,000		
	5.3 Audits financiers, techniques et socio-environnementaux	2,100,000		
	5.4 Frais bancaires	-		
	TOTAL	\$ 210,000,000	\$ 6,000,000	\$ 216,000,000

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers Programme Transport et Connectivité Départementale géré par l'Agence d'Exécution (AE), l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4618/GR – HA-1, et le Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien (GOH), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA) et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit étaient les suivants :

- A.** Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021 du Programme de Transport et Connectivité Départementale, géré par l'Agence d'Exécution (AE), l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No 4618/GR – HA-1, et le Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien (GOH), et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux principes comptables applicables.
- B.** Analyser et évaluer le système de contrôle interne, afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité Centrale d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- D.** Effectuer des sondages afin de déterminer si l'AE a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les lois et règlements applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.

- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds/Encaissements

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés ou payés directement par la BID et le Gouvernement Haïtien durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables du Programme et nous avons concilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme.
- Nous avons confirmé avec la Banque Centrale les soldes des comptes de banque du programme au 30 septembre 2021.

Dépenses de Programme/Décaissements

- Nous avons révisé les dépenses de Programme sur base de sondages pour nous assurer qu'elles sont conformes aux termes du contrat de financement signé entre la BID et le Gouvernement Haïtien.
- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement.
- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous nous sommes assurés que les paiements effectués dans les cas des contrats de construction et de supervision sont en accord avec les clauses contractuelles.
- Nous nous révisé que les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non, que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues.
- Nous avons révisé les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux.

- Nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Honoraires des consultants

- Nous révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes de l'Accord.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement.

- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminé si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

III. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et État des investissements Cumulés

Opinion

À notre avis, les états financiers du Programme Transport et Connectivité Départementale, géré par l'Agence d'Exécution (AE) et l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4618/GR – HA-1, et le Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien (GOH), présentent fidèlement, à tous égards importants l'État des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 ainsi que l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Système de Contrôle Interne

Nous avons analysé et évalué le système de contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'Unité Centrale d'Exécution afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UCE. L'UCE à titre d'agent fiduciaire et financier a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle interne adéquate.

Notre évaluation du contrôle interne de l'AE et de l'UCE a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer une faiblesse pouvant empêcher la Direction de l'AE et de l'UCE d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers.

Ces lacunes portent sur ce qui suit :

Passation de Marchés :

- Plan de Passation de marchés non mis à jour (Constatation No 1)

Gestion Financière :

- Retard dans le processus de décaissement (Constatation No 2)

- Production d'états financiers non paramétrés sur ACCPAC (Constatation No 3)
- Écart entre montant soumis à la BID et montant aux registres (Constatation No 4)
- Redressement de conversion de devises (Constatation No 5)

Ressources Humaines

- Non prélèvement de certaines des taxes salariales (Constatation No 6)

Système Informatique

Sauvegarde des données non gardées hors-site (Constatation No 7)

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Direction de l'Agence d'Exécution (AE) et la Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) ont pris certaines mesures correctives suite aux recommandations faites au précédent rapport d'audit. Le suivi de l'état de la mise en œuvre de ces recommandations est présenté dans la section pertinente de ce rapport.

Commentaires de la Direction

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'AE et de l'UCE qui ont soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriés sur la structure de contrôle interne.

Rapport d'assurance raisonnable sur la structure de contrôle interne

Nous avons également procédé à l'audit du système de contrôle interne de l'UCE-MTPTC et de l'AE-MTPTC, afin d'émettre une opinion sur la conformité de la conception et de l'efficacité opérationnelle du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les résultats de notre audit sont présentés dans un rapport sur l'évaluation du système de contrôle interne émis en date du 17 janvier 2022. Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers.

Experts Conseils & Associés

Comptables Agréés



**PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE
D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Programme Transport et Connectivité Départementale, géré par l'Agence d'Exécution (AE), l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4618/GR – HA-1, et le Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien (GOH) qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, et de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

À notre avis, les états financiers ci-joints du Programme Transport et Connectivité Départementale présentent fidèlement, à tous égards les Fonds Reçus et les Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 ainsi que les Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.03 de l'Accord de Financement conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Transport et Connectivité Départementale No. 4618/GR – HA-1, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Programme Transport et Connectivité Départementale No. 4618/GR – HA-1, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Financement susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Agence d'Exécution, à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Programme Transport et Connectivité Départementale No. 4618/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Financement No. 4618/GR – HA-1, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Autre Observation

Les états financiers au 30 septembre 2020 ont été audités par une autre firme d'audit dont le rapport, en date du 23 février 2021, exprimait une opinion sans réserve sur les états financiers.

Experts Conseils et Associés

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés
16, Route du Canapé-Vert, Juvénat
Pétion-Ville, le 17 janvier 2022



PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)

ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

		FONDS BID			
		Pour les exercices terminés aux 30 septembre			
		2020			2020
Notes		2021	Reclassifié	Reclassification ⁽¹⁾	
Fonds Reçus					
Financements cumulés au début de l'exercice	(Note 5)	\$ 2,503,500	\$ -	\$ -	\$ -
Financements au cours de l'exercice					
Avance de fonds	(Note 5)	2,500,000	2,500,000	-	2,500,000
Paievements directs	(Note 5)	4,275,679	-	-	-
Revenus d'appel d'offres		4,803	3,500	3,500	-
		6,780,483	2,503,500	3,500	2,500,000
Total des Fonds Reçus en fin d'exercice		\$ 9,283,983	\$ 2,503,500	\$ 3,500	\$ 2,500,000
Décaissements Effectués					
Décaissements cumulés au début de l'exercice		414,310	-	-	-
Décaissements au cours de l'exercice					
Justification des fonds avancés	(Note 6)	2,158,769	286,784	-	286,784
Dépenses de paiements directs	(Note 5)	4,275,679	-	-	-
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 7)	431,038	127,157	-	127,157
Dépenses effectuées sur les revenus d'appel d'offres		6,150	368	368	-
		6,871,635	414,310	368	413,942
Total des Décaissements Cumulés en fin d'exercice		7,285,945	414,310	368	413,942
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués		1,998,038	2,089,190	3,132	2,086,058
Encaisse, au début de l'exercice		-	-	-	-
Redressement de conversion de devises	(Notes 2, 9)	119	2,468	2,468	-
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Notes 3, 4)	\$ 1,998,157	\$ 2,091,658	\$ 5,600	\$ 2,086,058

⁽¹⁾ Reclassification effectuée afin de prendre en compte les transactions du fonds de BID présentées au niveau du fonds GOH au rapport d'audit de l'exercice précédent.

Ing. Gaëtan YOUANCE
 Coordonnateur UCE



Quétia Louis Jacques ALEXANDRE
 Spécialiste Financier

Les notes font partie intégrante des états financiers.

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

FONDS GOH				
Pour les exercices terminés aux 30 septembre				
Notes	2020			2020
	2021	Reclassifié	Reclassification ⁽¹⁾	
Fonds Reçus				
Encaissements cumulés au début de l'exercice	\$ 3,000,000	\$ -	\$ -	\$ -
Encaissements au cours de l'exercice				
* Avance de fonds (Note 5)	3,000,000	3,000,000	-	3,000,000
Revenus d'appels d'offres	-	-	(3,500)	3,500
	<u>3,000,000</u>	<u>3,000,000</u>	<u>(3,500)</u>	<u>3,003,500</u>
Total des Fonds Reçus en fin d'exercice	<u>\$ 6,000,000</u>	<u>\$ 3,000,000</u>	<u>\$ (3,500)</u>	<u>\$ 3,003,500</u>
Décaissements Effectués				
Décaissements cumulés au début de l'exercice	4	-	-	-
Décaissements au cours de l'exercice				
Frais bancaires	<u>75</u>	<u>4</u>	<u>(368)</u>	<u>372</u>
Total des Décaissements Cumulés Effectués	<u>80</u>	<u>4</u>	<u>(368)</u>	<u>372</u>
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués (Décaissements Effectués sur les Fonds Reçus)	5,999,920	2,999,996	(3,132)	3,003,128
Encaisse, au début de l'exercice	-	-	-	-
Redressement de conversion de devises	-	-	(2,468)	2,468
Encaisse, à la fin de l'exercice (Notes 3, 4)	<u>\$ 5,999,920</u>	<u>\$ 2,999,996</u>	<u>\$ (5,600)</u>	<u>\$ 3,005,596</u>

⁽¹⁾ Reclassification effectuée afin de prendre en compte les transactions du fonds de BID présentées au niveau du fonds GOH au rapport d'audit de l'exercice précédent.

Ing Gaëtan YOUANCE
 Coordonnateur UCE



Quétia Louis Jacques ALEXANDRE
 Spécialiste Financier

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR - HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

Au 30 septembre 2021

	INVESTISSEMENTS CUMULÉS			INVESTISSEMENTS			INVESTISSEMENTS CUMULÉS		
	Au 30 septembre 2020			Pour l'exercice terminé			Au 30 septembre 2021		
	BID	FONDS GOH	TOTAL	BID	FONDS GOH	TOTAL	BID	FONDS GOH	TOTAL
	4618 GR - HA			4618 GR - HA - 1			4618 GR - HA		
1. Interventions sur les infrastructures de transport									
1.1 Travaux de réhabilitation des routes	-	\$	-	\$ 550,595	-	\$	\$ 550,595	-	\$ 550,595
1.2 Construction tour de contrôle et équipement (AITL)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.3 Maintenance basé sur les performances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.4 Mitigation socio-environnementale et compensations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.5 Supervision des travaux en génie civil	-	-	-	550,595	-	-	550,595	-	550,595
2. Interventions départementales et rurales sur le réseau routier									
2.1 Travaux de réhabilitation et d'entretien	-	\$	-	\$ 2,170,221	-	\$	\$ 2,170,221	-	\$ 2,170,221
2.2 Support à la caravane de changement	-	-	-	1,914,894	-	-	1,914,894	-	1,914,894
2.3 Mitigation socio-environnementale et compensations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.4 Supervision des travaux en génie civil	-	-	-	255,327	-	-	255,327	-	255,327
3. Programme de mise à niveau des ponts									
3.1 Réhabilitation	-	\$	-	\$ 2,360,785	-	\$	\$ 2,360,785	-	\$ 2,360,785
3.2 Construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.3 Système de gestion de pont	-	-	-	2,360,785	-	-	2,360,785	-	2,360,785
3.4 Supervision des travaux en génie civil	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Renforcement du secteur des infrastructures routières									
4.1 Système de gestion de la maintenance	49,427	\$	49,427	234,940	-	\$	284,367	-	284,367
4.2 Système de gestion des actifs et des équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.3 Études d'ingénierie et de secteur	-	-	-	45,974	-	-	45,974	-	45,974
4.4 Sécurité routière et intégration du genre	-	-	-	57,218	-	-	106,645	-	106,645
5. Coûts administratifs									
5.1 Administration	364,883	\$	364,888	1,555,094	75	\$	1,919,977	80	1,920,057
5.2 Contrôle et évaluation	364,883	5	364,888	1,523,594	75	-	1,888,477	80	1,888,557
5.3 Audit technique et socio-environnementale	-	-	-	31,500	-	-	31,500	-	31,500
TOTAL	414,310	\$	414,315	6,871,635	75	\$	7,285,045	80	\$ 7,286,025

Ing Gaëtan YOUANÇE
 Coordonnateur UCE

Quétia Louis-Jacques ALEXANDRE
 Spécialiste Financier

Les notes font partie intégrante des états financiers

**PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE
D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS (MTPTC)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4618/GR – HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)**

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

Le Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications, en tant qu'organisme d'Exécution, est chargé de la gestion opérationnelle du Projet intitulé "Programme de Transport et Connectivité Départementale" et de l'Agence d'Exécution (AE) pour la gestion administrative, technique, juridique, financière et environnementale du programme. Suite à une demande du Gouvernement Haïtien auprès de la Banque Interaméricaine de Développement et à la suite d'un accord d'assistance technique ayant permis la préparation du projet, la BID a consenti à l'octroi d'un Financement non Remboursable no. 4618/GR-HA-1 pour un montant total de US \$ 225 millions. Des fonds de contrepartie du Gouvernement Haïtien de US\$ 6, 000,000 complètent le financement de la BID pour un coût total du programme de US\$231 millions. Subséquemment, en date du 19 mars 2020, dans le but de permettre au Gouvernement Haïtien de disposer des ressources financières suffisantes pour répondre efficacement à la Pandémie du Corona virus (COVID-19), le MEF a sollicité de la BID la réallocation de US\$ 15 millions sur les fonds disponibles sur l'Accord de de Financement non Remboursable # 4618/GR-HA-1, ramenant le budget financé par la BID dans le cadre de ce projet à US\$ 210 millions. La date du dernier décaissement est prévue pour le 21 janvier 2024.

Ce programme contribue à la stratégie de développement rural du Gouvernement Haïtien. Ses objectifs spécifiques sont de :

- . Continuer à améliorer la qualité, l'accessibilité et les conditions de sécurité des infrastructures de transport d'Haïti grâce à une augmentation de la couverture des routes goudronnées et à la remise en état et la modernisation des infrastructures de transport et des routes départementales reliant les centres de production aux marchés locaux.
- . Favoriser les améliorations de l'efficacité du secteur en intégrant les travaux dans les systèmes de gestion de l'entretien des routes et en renforçant la capacité du Ministère des Travaux Public, Transports et Communications (MTPTC).

Le MTPTC, l'Organisme d'Exécution du Programme et l'UCE, sont chargés de l'implémentation des quatre (4) composantes suivantes :

Composante 1 – Intervention sur des infrastructures de transport

Cette composante dont le budget est estimé à US \$ 129, 000,000 financera l'exécution de projets éligibles notamment :

- . La réhabilitation et l'amélioration de tronçons du Réseau Routier Primaire (RRP) ou Réseau Routier National (RRN) ;
- . La construction d'infrastructures de transport aérien ;
- . Des mesures d'atténuation sociale et environnementale et des mesures de sécurité routière ;
- . Un programme d'entretien qui sera initié avec un projet pilote pour la route nationale No 4 et d'autres routes nationales précédemment réhabilitées avec le financement de la BID ;
- . La supervision des travaux de génie civil par des entreprises spécialisées.

Composante 2 – Interventions sur le réseau routier départemental et rural

Cette composante dont le budget alloué est estimé à US \$ 42, 000, 000 financera :

- . La réhabilitation et l'amélioration de routes départementales et rurales par le biais de contrats traditionnels ;
- . Des travaux réalisés en régie par le MTPTC ;
- . L'atténuation d'impacts environnementaux et sociaux ;
- . La supervision des tous les travaux.

Composante 3 – Programme de construction et de réhabilitation de ponts

Le budget alloué à cette composante est estimé à US \$ 13, 000, 000 et vise à augmenter la résilience de tronçons routiers déterminés par la fourniture de connectivité stratégique au réseau routier national. Elle financera la construction de nouveaux ponts et des interventions sur les ponts situés sur les routes nationales départementales et communales.

Composante 4 – Renforcement du secteur de l'infrastructure routière

Le budget alloué à cette composante est estimé à US \$ 18, 000, 000 et financera des études sur le secteur du transport, des études d'ingénierie, des études environnementales et sociales et supportera le renforcement du MTPTC, avec concentration sur le support à l'unité d'entretien existant au MTPTC.

Composante 5 – Suivi et Évaluation et Administration

Cette composante dont le budget est estimé à US \$ 8, 000, 000 financera :

- . Les coûts administratifs ;
- . Les suivis et évaluations ;
- . Les audits techniques et socio-environnementaux.

Le coût total du programme s'élève à deux cent dix millions de dollars (\$ 210, 000, 000).
Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

En milliers de dollars américains

Composante		Sources de Financement		
		BID	Contrepartie Locale	Total
1.-	Interventions sur les infrastructures de transport	\$ 129,000,000	\$ 6,000,000	\$ 135,000,000
	1.1 Travaux de remise en état des routes	75,000,000	6,000,000	
	1.2 Construction et Équipement de la tour de contrôle de l'AITL	14,000,000		
	1.3 Entretien basée sur la performance	27,000,000		
	1.4 Mitigation socio-environnementale	6,000,000		
	1.5 Supervision des travaux	7,000,000		
2.-	Interventions sur le réseau routier départemental et rural	\$ 42,000,000	\$ -	\$ 42,000,000
	2.1 Travaux de remise en état et d'entretien	25,000,000		
	2.2 Support à la "Caravane pour le changement"	10,000,000		
	2.3 Mitigation socio-environnementale et indemnités	5,000,000		
	2.4 Supervision des travaux	2,000,000		
3.-	Programme de construction et de réhabilitation de ponts	\$ 13,000,000	\$ -	\$ 13,000,000
	3.1 Remise en état	4,000,000		
	3.2 Construction	8,000,000		
	3.3 Supervision des travaux	1,000,000		
4.-	Renforcement du secteur de l'infrastructure routière	\$ 18,000,000	\$ -	\$ 18,000,000
	4.1 Système de gestion de l'entretien	1,500,000		
	4.2 Système de gestion des actifs et équipements	3,500,000		
	4.3 Études techniques et sectorielles	8,000,000		
	4.4 Audits financiers et environnementaux	5,000,000		
5.-	Coûts administratifs	\$ 8,000,000	\$ -	\$ 8,000,000
	5.1 Administration	5,150,000		
	5.2 Suivi-Évaluation	750,000		
	5.3 Audits financiers, techniques et socio-environnementaux	2,100,000		
	5.4 Frais bancaires	-		
	TOTAL	\$ 210,000,000	\$ 6,000,000	\$ 216,000,000

2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Direction de l'Agence d'Exécution et de la Coordination de l'UCE-MTPTC, les états fonds reçus et des décaissements effectués ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

Base de présentation

Les états fonds reçus et décaissements effectués et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états fonds reçus et des décaissements sont constitués des avances de fonds en monnaie des États-Unis d'Amérique décaissées par la BID et des paiements directs effectués par la BID aux fournisseurs.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en gourdes et en dollars des États-Unis d'Amérique et les états financiers sont présentés en dollars américains. Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains, selon le taux de change établi par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates de transactions, qui ont varié de Gourdes 62.1680 à 98.6740 durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2021 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur à cette date, soit Gourdes 97.3918 pour un (1) dollar américain. Les redressements résultant de cette conversion sont présentés séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme de Transport et de Connectivité Départementale, exécuté par l'Agence d'Exécution et l'Unité Centrale d'Exécution du MTPTC, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. Encaisse

Aux 30 septembre 2021 et 2020, les soldes des comptes désignés se présentent comme suit :

Fonds BID

	<u>Au 30 septembre 2021</u>	<u>Au 30 septembre 2020</u>
Encaisse	\$ 963	\$ -
BRH - Dollars	1,972,021	2,086,058
BRH - Gourdes	25,173	-
Total	\$ 1,998,157	\$ 2,086,058

Fonds de Contrepartie du Gouvernement Haïtien

	<u>Au 30 septembre 2021</u>	<u>Au 30 septembre 2020</u>
BRH - Dollars	\$ 5,999,920	\$ 2,999,996
Encaisse	-	3,792
BRH - Gourdes	-	1,808
Total	\$ 5,999,920	\$ 3,005,596

4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, les mouvements sur le compte désigné se résument comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2020	\$ 2,086,058
Reclassification	5,600
Avances reçues durant la période audité	2,500,000
Autres revenus	4,803
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	4,596,461
Dépenses totales de la période audité	(6,871,635)
Païements direct	4,275,679
Excédent des montants reçus sur les montants décaissés	2,000,505
Redressement de conversion de devises	(2,348)
Soldes des comptes désignés au 30 septembre 2021	\$ 1,998,157

5. Financements BID

Au 30 septembre 2021, la BID et le Gouvernement Haïtien ont décaissé 4% et 100% respectivement de leur contribution au Programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

FONDS BID

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avances de fonds	\$ 2,500,000	\$ 2,500,000	\$ 5,000,000
Palements directs	-	4,275,679	4,275,679
Total	\$ 2,500,000	\$ 6,775,679	\$ 9,275,679

Requête No 1 - 23 décembre 2019 (Avance de fonds)	\$ 2,500,000
Requête No 8 - 11 juin 2021 (Avance de fonds)	2,500,000
Requête No 10 - 17 août 2021 (Paiement direct)	579,807
Requête No 11 - 9 septembre 2021 (Paiement direct)	800,000
Requête No 12 - 9 septembre 2021 (Paiement direct)	980,978
Requête No 13 - 20 septembre 2021 (Paiement direct)	1,914,894
	\$ 9,275,679

FONDS GOH

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avances de fonds	\$ 3,000,000	\$ 3,000,000	\$ 6,000,000
Total	\$ 3,000,000	\$ 3,000,000	\$ 6,000,000

6. Justification des fonds avancés durant l'exercice

Le montant des dépenses justifiées durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021, s'élève à \$ 2, 158,769. Ces dépenses ont été présentées aux requêtes suivantes :

Portion Requête de justification No 3	\$ 73,953
Requête de justification No 4	1,023,646
Requête de justification No 5	159,256
Requête de justification No 6	231,050
Requête de justification No 7	124,424
Requête de justification No 9	36,302
Requête de justification No 14	510,137
	\$ 2,158,769

7. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2020, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID dans le cadre du programme, totalisaient un montant de \$ 127,157.

Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021, des dépenses totalisant un montant de \$ 6, 871,635 ont été encourues et des dépenses totalisant un montant de \$ 6, 561, 605, ramenant ainsi les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021 à un montant de \$ 431, 038 se présentant comme suit :

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2020	\$ 127,157
Dépenses soumises durant l'exercice terminé au 30 septembre 2020:	
Portion de la requête No 3 - Justification de fonds avancés	(127,157)
	-
Dépenses encourues durant l'exercice:	6,871,635
Autre portion de la requête No 3 - Justification de fonds avancés	(73,953)
Requête 4 - Justification de fonds avancés	(1,023,646)
Requête 5 - Justification de fonds avancés	(159,256)
Requête 6 - Justification de fonds avancés	(231,050)
Requête 7 - Justification de fonds avancés	(124,424)
Requête 9 - Justification de fonds avancés	(36,302)
Requête 10 - Paiement direct	(579,807)
Requête 11 - Paiement direct	(800,000)
Requête 12 - Paiement direct	(980,978)
Requête 13 - Paiement direct	(1,914,894)
Requête 14 - Justification de fonds avancés	(510,137)
Dépenses effectuées sur les revenus d'appel d'offres	(6,150)
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021	\$ 431,038

8. Avances en attente de justification

Au 30 septembre 2020, le solde des avances en attente de justification totalisait un montant de \$ 2, 500,000. Ce montant a été ramené à \$ 2,427, 290 au 30 septembre 2021 :

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2020	\$ 2,500,000
Avances de fonds enregistrées au cours de l'exercice	2,500,000
Avances disponibles	5,000,000

Justification d'avance au cours de l'exercice:

Requête de justification No 2	(286,784)
Requête de justification No 3	(201,110)
Requête de justification No 4	(1,023,646)
Requête de justification No 5	(159,256)
Requête de justification No 6	(231,050)
Requête de justification No 7	(124,424)
Requête de justification No 9	(36,302)
Requête de justification No 14	(510,137)
	<u>(2,572,710)</u>

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2021 \$ **2,427,290**

Avance en attente de justification présentée à l'OPS \$ **2,427,290**

Le solde des avances en attente de justification au 30 septembre 2021 est ainsi constitué :

Banque (Note 3, 4)	\$ 1,998,157
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID (Note 7)	431,038
Autres revenus	(8,303)
Dépenses effectuées sur les revenus d'appel d'offres	6,517
Redressement cumulé de conversion de devises (Note 9)	<u>(119)</u>
Total	\$ <u>2,427,290</u>

9. Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, le redressement de conversion de devises est ainsi constitué :

Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2020	\$ (2,468)
Redressement de conversion de devises de la période auditée	<u>2,348</u>
Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2021	\$ <u>(119)</u>

	Gourdes converties en			
	Gourdes	en Dollars US	Dollars US	Total US
Avance de fonds	HTG -	\$ -	\$ 2,500,000	\$ 2,500,000
Palements directs	-	-	4,275,679	4,275,679
Revenus d'appels d'offres	350,781	4,803	-	4,803
Ventes de devises	9,594,290	102,852	(102,852)	-
Dépenses de l'exercice	(7,768,780)	(84,771)	(6,786,865)	(6,871,636)
Solde de l'encaisse au début de l'exercice	369,163	3,132	2,086,058	2,089,190
Total au 30 septembre 2021	HTG 2,545,454	\$ 26,017	\$ 1,972,021	\$ 1,998,037
Solde de l'encaisse au 30 septembre 2021	HTG 2,545,454	\$ 26,136	\$ 1,972,021	\$ 1,998,157
Écart de change de l'exercice		\$ (119)		\$ (119)

10. État des soldes budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l'OPS de la BID

La réconciliation de l'OPS de la BID avec les registres comptables du Programme est présentée à l'Annexe II.

12. Engagements

Au 30 septembre 2021, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme s'élève à un montant de \$ 37, 143,425 dont les détails sont présentés à l'Annexe III.

13. Acquisition de matériels et équipements

La liste des matériels et équipements acquis dans le cadre du programme est soumise à l'Annexe IV.

14. Évènements subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de l'Agence d'Exécution (AE) a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2021 et le 17 janvier 2022 date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis, et a constaté que des dépenses non encore soumises au 30 septembre 2021 d'un montant de \$ 388,152 seront soumises à la requête No 15.

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE
GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4618/GR-HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
ÉTATS DES SOLDES BUDGÉTAIRES
Au 30 septembre 2021
(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET D'INVESTISSEMENT				INVESTISSEMENTS CUMULÉS Au 30 septembre 2021				SOLDES BUDGÉTAIRES Au 30 septembre 2021			
	BID		FONDS GOH		BID		FONDS GOH		BID		FONDS GOH	
	4618 GR - HA - I			TOTAL	4618 GR - HA - I			TOTAL	4618 GR - HA - I			TOTAL
1. Interventions sur les infrastructures de transport	\$ 139,400,000	\$ 6,000,000	\$ 145,400,000	\$ 550,595	\$ 550,595	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 138,849,405	\$ 6,000,000	\$ 144,849,405	\$ -
1.1 Travaux de réhabilitation des routes	72,700,000	-	72,700,000	-	-	-	-	-	72,700,000	-	72,700,000	-
1.2 Construction tour de contrôle et équipement (AITL)	18,000,000	6,000,000	24,000,000	-	-	-	-	-	18,000,000	6,000,000	24,000,000	-
1.3 Maintenance basé sur les performances	34,580,000	-	34,580,000	-	-	-	-	-	34,580,000	-	34,580,000	-
1.4 Mitigation socio-environnementale et compensations	6,060,000	-	6,060,000	-	-	-	-	-	6,060,000	-	6,060,000	-
1.5 Supervision des travaux en génie civil	8,060,000	-	8,060,000	550,595	550,595	-	-	550,595	7,509,405	-	7,509,405	-
2. Interventions départementales et rurales sur le réseau routier	\$ 21,470,000	\$ -	\$ 21,470,000	\$ 2,170,221	\$ 2,170,221	\$ -	\$ -	\$ 2,170,221	\$ 19,299,779	\$ -	\$ 19,299,779	\$ -
2.1 Travaux de réhabilitation et d'entretien	15,000,000	-	15,000,000	1,914,894	1,914,894	-	-	1,914,894	13,085,106	-	13,085,106	-
2.2 Support à la caravane de changement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.3 Mitigation socio-environnementale et compensations	3,890,000	-	3,890,000	-	-	-	-	-	3,890,000	-	3,890,000	-
2.4 Supervision des travaux en génie civil	2,580,000	-	2,580,000	255,327	255,327	-	-	255,327	2,324,673	-	2,324,673	-
3. Programme de mise à niveau des ponts	\$ 35,650,000	\$ -	\$ 35,650,000	\$ 2,360,785	\$ 2,360,785	\$ -	\$ -	\$ 2,360,785	\$ 33,289,215	\$ -	\$ 33,289,215	\$ -
3.1 Réhabilitation	1,500,000	-	1,500,000	-	-	-	-	-	1,500,000	-	1,500,000	-
3.2 Construction	33,200,000	-	33,200,000	2,360,785	2,360,785	-	-	2,360,785	30,839,215	-	30,839,215	-
3.3 Système de gestion de pont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.4 Supervision des travaux en génie civil	950,000	-	950,000	-	-	-	-	-	950,000	-	950,000	-
4. Renforcement du secteur des infrastructures routières	\$ 6,860,000	\$ -	\$ 6,860,000	\$ 284,367	\$ 284,367	\$ -	\$ -	\$ 284,367	\$ 6,575,633	\$ -	\$ 6,575,633	\$ -
4.1 Système de gestion de la maintenance	1,100,000	-	1,100,000	-	-	-	-	-	1,100,000	-	1,100,000	-
4.2 Système de gestion des actifs et des équipements	1,260,000	-	1,260,000	45,974	45,974	-	-	45,974	1,214,026	-	1,214,026	-
4.3 Études d'ingénierie et de secteur	2,780,000	-	2,780,000	106,645	106,645	-	-	106,645	2,673,355	-	2,673,355	-
4.4 Sécurité routière et intégration du genre	1,720,000	-	1,720,000	131,748	131,748	-	-	131,748	1,588,252	-	1,588,252	-
5. Coûts administratifs	\$ 6,630,000	\$ -	\$ 6,630,000	\$ 1,919,977	\$ 1,919,977	\$ 80	\$ 80	\$ 1,920,057	\$ 4,709,943	\$ (80)	\$ 4,709,943	\$ (80)
5.1 Administration	5,150,000	-	5,150,000	1,888,477	1,888,477	-	-	1,888,557	3,261,523	(80)	3,261,443	(80)
5.2 Contrôle et évaluation	380,000	-	380,000	-	-	-	-	-	380,000	-	380,000	-
5.3 Audit technique et socio-environnementale	1,100,000	-	1,100,000	31,500	31,500	-	-	31,500	1,068,500	-	1,068,500	-
TOTAL	\$ 210,010,000	\$ 6,000,000	\$ 216,010,000	\$ 7,285,945	\$ 7,285,945	\$ 80	\$ 80	\$ 7,286,025	\$ 202,724,055	\$ 5,999,920	\$ 208,723,975	\$ -

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE

ANNEXE II

GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4618/GR-HA-1
ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)
RÉCONCILIATION DE L'OPS DE LA BID AVEC LES REGISTRES COMPTABLES DU PROGRAMME
Au 30 septembre 2021

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes et Catégories d'Investissements	BUDGET	REQUÊTES ACCEPTÉES	DÉPENSES EFFECTUÉES NON ENCORE SOUMISES	DÉPENSES EFFECTUÉES SUR LES REVENUS D'APPEL D'OFFRE	DÉPENSES TOTALES AU 30 SEPTEMBRE 2021	DÉPENSES PRÉSENTÉES À L'OPS	DIFFÉRENCES ⁽¹⁾
1. Interventions sur les infrastructures de transport	\$ 139,400,000	\$ 548,951	\$ 1,644	\$ -	\$ 550,595	\$ 548,951	\$ 1,644
2. Interventions départementales et rurales sur le réseau routier	21,470,000	2,050,320	119,902	-	2,170,221	2,050,320	119,902
3. Programme de mise à niveau des ponts	35,650,000	2,360,786	(1)	-	2,360,785	2,360,786	(1)
4. Renforcement du secteur des infrastructures routières	6,860,000	179,971	104,396	-	284,367	179,971	104,396
5. Coûts administratifs	6,630,000	1,708,362	205,098	6,517	1,919,977	1,708,362	205,098
TOTAL	\$ 210,010,000	\$ 6,848,390	\$ 431,038	\$ 6,517	\$ 7,285,945	\$ 6,848,390	\$ 431,038

⁽¹⁾ La différence de \$ 431,038 représente les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021.

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE

GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4618/GR-HA-1

ET FONDOS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)

TABLEAU DES ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Description	No d'enregistrement du Contrat adjugé par la BID * PRISM	Date du Contrat ou engagement	Nom du fournisseur ou de l'entrepreneur	Montant total du contrat ou engagement (USD / HTG)	Montants déjà payés selon contrat ou engagement (USD / HTG)	Solde à payer selon contrat ou engagement (USD / HTG)	Taux de change ⁽¹⁾	Montants à payer équivalent dans la monnaie du projet (USD)
ASSISTER LE MAÎTRE D'OUVRAGE	HAA6879 / HAB1615	18 FÉVRIER 2020	ADP INGENIERIE	\$ 3,114,615	510,263	2,604,352	1.0000	2,604,352
FOURNITURE & INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS DE COMMUNICATIONS, NAVIGATION, SURVEILLANCE, MÉTÉOROLOGIE, & DE GESTION DU TRAFIC AÉRIEN		15 SEPTEMBRE 2021	GROUPEMENT THALES-AERONAV	\$ 10,815,748	-	10,815,748	1.0000	10,815,748
PROTOCOLE D'ACCORD POUR LES TRAVAUX EN RÉGIE DE LA RD501	HAB1662	04 JUIN 2021	MTPTC	\$ 15,000,003	1,914,894	13,085,109	1.0000	13,085,109
REINSTALLATION(PAR) POUR : 1) LA ROUTE DÉPARTEMENTALE RD-501 & 2) LE TRONÇON T2D DE LA RNI (ENNERY-PLAISSANCE-CAMP COQ)	HAA7690	22 AVRIL 2021	INSUCO HAÏTI S.A.	USD 463,551 / 3,060,568 HTG	128,829	371,400	83.4454	371,400
ASSISTANCE A LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU TRONÇON PORT-DE-PAIX - ANSE A FOLLEUR DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 501 (RD501)	HAA7738	07 JUIN 2021	TECHNIPLAN ET CECOM CONSULTANTS S.A.	\$ 2,111,340	\$ -	\$ 2,111,340	1.0000	2,111,340
RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE PONTS SUR LE ROUTE DÉPARTEMENTALE PORT-DE-PAIX - ANSE A FOLEUR (RD501) LOT 1 : Pont 1 (PK 13+600, A SAINT-LOUIS DU NORD) ; Pont 2 (PK 17+200, A CAP ROUGE)	HAB1664	11 JUIN 2021	GMA CONSTRUCTION	\$ 3,269,928	\$ 980,978	\$ 2,288,949	1.0000	2,288,949
RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE PONTS SUR LE ROUTE DÉPARTEMENTALE PORT-DE-PAIX - ANSE A FOLEUR (RD501) LOT2 : Pont 3 (PK 18+800, A CAP ROUGE) ; Pont 5 (PK 25+700, A ANSE A FOLEUR)	HAB1663	11 JUIN 2021	COCIMAR SRL	\$ 3,914,014	\$ 800,000	\$ 3,114,014	1.0000	3,114,014
CONSTRUCTION DE CINQ (5) PONTS SUR LA RD 501	HAB1665	09 JUIN 2021	ECCOMAR S.A.	\$ 1,932,691	\$ 579,807	\$ 1,352,884	1.0000	1,352,884
LOT 3: PONT 4 (PK 23+400, A BONNEUA)								
RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS POUR LES INVENTAIRES DES ROUTES ET LES PLANS DES TRAVAUX DU MTPTC	HAA7691	16 AVRIL 2021	ABRACO INGENIERIA SAC	\$ 229,868	\$ 45,974	\$ 183,895	1.0000	183,895
PPUR RÉALISER LES ÉTUDES DU PROJET DE RECONSTRUCTION DU PONT ESTIMÉ A JÉRÉMIE RN7	HAA7636	18 FÉVRIER 2021	AC & A	\$ 143,587	\$ -	\$ 143,587	1.0000	143,587

PROGRAMME DE TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ DÉPARTEMENTALE

**GÉRÉ PAR L'AGENCE D'EXÉCUTION (AE) ET L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4618/GR-HA-1

ET FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN (GOH)

ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS

Au 30 septembre 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Mobiliers et Matériels de Bureau	\$ -	\$ 11,456	\$ 11,456
Équipements Informatiques	-	82,945	82,945
Groupe électrogène		18,903	18,903
Véhicules	-	349,200	349,200
TOTAL	\$ -	\$ 462,504	\$ 462,504